

RAPPORT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRE

Prévu par l'article L 2312-1 du Code général des collectivités territoriales introduit par la Loi du 6 février 1992, le débat d'orientation budgétaire (DOB) a vocation d'éclairer les choix budgétaires qui détermineront les priorités et l'évolution de la situation financière de la collectivité. Il se tient dans les deux mois précédant le vote du budget primitif, en vue de compléter l'information de l'assemblée délibérante et de renforcer ainsi la démocratie participative.

La note de conjoncture de l'INSEE du 6 octobre 2022 annonce « un automne lourd de menaces pour l'Europe ». Les tensions sur les conditions de production persistent dans le monde, alimentant ainsi l'inflation. Celle-ci atteint désormais 11,2% sur un an dans la zone euro avec une forte participation des prix énergétiques et alimentaires mais aussi un élargissement aux biens manufacturés et aux services. En France, le climat des affaires s'assombrit dans la plupart des secteurs d'activité sans doute à cause des craintes sur l'approvisionnement en électricité et en gaz. Malgré tout, le PIB augmenterait de 2,6 % en 2022 par rapport à 2021.

La répercussion sur les prix est significative. En moyenne annuelle, les prix à la consommation accélèrent nettement en 2021. L'inflation s'établit ainsi à + 1,6 % en 2021, après + 0,5 % en 2020 et +1,1 % en 2019. En octobre 2022, les prix à la consommation augmentent de 6,2 % sur un an.

Cependant, le Ministre de l'Economie et des Finances se montre plutôt confiant estimant que la hausse généralisée des prix va largement ralentir dans les prochains mois en France.

C'est dans ce contexte difficile que le SIAEPA du Cubzadais-Fronsadais doit parvenir à garantir un service public de qualité au profit de ses usagers, tout en continuant à prendre des mesures lui permettant de maintenir une situation financière saine et pérenne.

LE PRIX DE L'EAU

1. La part délégataire

Les contrats de délégation des services publics de l'eau potable et de l'assainissement collectif, à échéance le 31 décembre 2020, ont été renouvelés sous la forme d'un seul contrat. La rémunération du service assuré à chaque abonné comporte deux éléments :

- Un abonnement (part fixe) payable d'avance
- Un prix au m³ consommé, partie variable de la rémunération, payable à l'issue de la période de consommation

A la rémunération du service perçu par le délégataire et la collectivité, s'ajoutent les taxes et redevances au profit des organismes compétents (AGENCE DE L'EAU ADOUR-GARONNE) et la TVA.

Par délibération n°2023/18, le syndicat a approuvé les termes de l'avenant n°2 concernant l'eau potable et l'assainissement et prenant en compte, notamment, la télérelève.

Pour le service de l'eau potable, les nouveaux tarifs de base sont arrêtés de la façon suivante :

- Abonnement compteur de 15 mm : **13€ HT/semestre**
- Prix du m³ consommé : **0.6555 € HT**

Pour le service de l'assainissement, les nouveaux tarifs de base sont arrêtés de la façon suivante :

- Abonnement : **15 € HT/semestre**
- Prix du m³ consommé : **0.7759 € HT**

Ces prix sont révisés tous les ans par application de la formule : $P_n = P_o \times K_n$ où P_o est le tarif de base et K_n le coefficient d'indexation. Pour 2024, les coefficients d'indexation sont établis ainsi :

- Pour l'eau potable, $K_{22} = 1,1893$ (+4,1% par rapport à l'an dernier, alors que l'an passé la hausse était de 8,1 %) soit des prix révisés suivant :
 - Abonnement compteur de 15 mm : 15,46 € HT/semestre
 - Prix du m³ consommé : 0,7796 € HT/m³
- Pour l'assainissement, $K_{22} = 1,1842$ (+4,9% par rapport à l'an dernier, alors que l'an passé la hausse était de 7,1 %) soit des prix révisés suivant :
 - Abonnement : 17,76 € HT/semestre
 - Prix du m³ consommé : 0,9188 € HT/m³

2. La part syndicale

- Pour le service eau potable :
 - Prix du m³ consommé : 0.45 € HT
 - part fixe : 6.49 € HT/semestre

Afin de contribuer au programme important de renouvellement de réseaux d'eau potable (plus de trois millions d'euros hors taxe), le syndicat propose d'augmenter ses tarifs de 4 % à compter du 1^{er} janvier 2024. Les nouveaux prix sont les suivants :

- prix du m³ consommé : 0,468 € HT
- part fixe : 6,75 € HT/semestre
- Pour le service assainissement collectif :
 - Prix du m³ consommé : 1.408 € HT
 - Part fixe : 10.20 € HT/semestre
- Pour le service assainissement non collectif :
 - redevance : 12.50 € HT/semestre

3. Les taxes et redevances

Trois redevances sont perçues au profit de l'AGENCE DE L'EAU ADOUR-GARONNE. Il s'agit :

- sur la facture d'eau, de la redevance pour "la préservation des ressources en eau" de 0.1185€ HT/m³. (0.088 l'an dernier)
- sur la facture d'eau, de la redevance "lutte contre la pollution" de 0.330 € HT/m³ (inchangé par rapport à l'an dernier)
- sur la facture d'assainissement, de la redevance "modernisation des réseaux de collecte" de 0.250 € HT/m³ (inchangé par rapport à l'an dernier)

Deux taux de TVA s'appliquent sur les factures d'eau : un taux de 5,5 % sur les opérations d'eau potable et un taux de 10 % sur les opérations d'assainissement.

La valeur moyenne du prix de l'eau assainie, hors TVA et redevances de l'AGENCE DE L'EAU ADOUR GARONNE, avec un montant de 4.41 € HT/m³, est en hausse de 33 centimes par rapport à l'an dernier. Sur une facture totale en TTC, l'augmentation est d'environ 47 €/an soit de 3,92 € par mois.

Pour un abonné non desservi par le réseau de collecte des eaux usées, la redevance d'assainissement non collectif est de 12,50 € HT/semestre.

	Part SOGEDO		Part SIAEPA		TOTAL HT	Part : Agence de l'Eau		TOTAL HT	TOTAL TTC
EAU									TVA=5,5%
Part fixe		30,92		13,50					
Consommation	120 x 0,7796 =	93,55	120 x 0,47 =	56,40					
- Agence de l'Eau : Préservation ressources						120 x 0,1185 =	14,22		
- Agence de l'Eau : Lutte contre les pollutions						120 x 0,330 =	39,60		
TOTAL EAU 2024		124,47		69,90	194,37		53,82	248,19	261,84
				Moyenne par m3	1,62			2,07	2,18
ASSAINISSEMENT									TVA=10%
Part fixe		35,52		20,40					
Consommation	120 x 0,9188 =	110,26	120 x 1,408 =	168,96					
Modernisation des réseaux						120 x 0,25 =	30,00		
TOTAL ASSAINISSEMENT		145,78		189,36	335,14		30,00	365,14	401,65
				Moyenne par m3	2,79			3,04	3,35
TOTAL EAU+ASST 2024		270,25		259,26	529,51		83,82	613,33	663,49
				Moyenne par m3	4,41			5,11	5,53
TOTAL EAU+ASSAINISSEMENT (rappel 2023)		232,9		256,34	489,24		79,63	568,87	616,13
				moyenne par m3	4,08			4,74	5,13
VARIATION 2023/2024		16,04%		1,14%			5,26%		7,69%

LES DEPENSES DE PERSONNEL

Ce poste de charges représente en moyenne sur les trois dernières années, 27 % des dépenses réelles de fonctionnement de l'ensemble du syndicat. Les dépenses de personnel subissent chaque année une évolution mécanique (changement d'échelon, hausse des taux de cotisations, reclassement indiciaire...) à prendre en compte. La moyenne de la masse salariale sur les trois dernières années est de l'ordre de 240.000 €. L'effectif est de cinq agents, titulaires à temps complet de la fonction publique territoriale. Trois agents relèvent de la filière technique et deux de la filière administrative. Deux agents bénéficient d'un travail à temps partiel avec un taux d'activité de 80 %.

LA GESTION DE L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF**1. L'annuité de la dette**

Le remboursement de l'annuité de la dette sur 2023 sera de l'ordre de 855 540 €. Aucun prêt n'a été réalisé sur l'exercice 2023.

La dette en capital au 1^{er} janvier 2024 s'élève à 6 858 725.41 €. Le remboursement total (intérêt + capital) est estimé à 842 000 €.

Evolution des annuités d'emprunt							
Assainissement							
2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
858 877,12 €	816 271,64 €	846 507,04 €	871 026,25 €	855 540,00 €	842 000,00 €	790 000,00 €	668 000,00 €
Réalisations				Prévisions			

ETAT DE LA DETTE - ASSAINISSEMENT

Annee	Dette en capital au 1er Janvier	Annuités	Interets	Amortissements	Variation Annuités (Ex N) - (Ex N-1)
2023	7 492 641,16	855 534,97	221 619,22	633 915,75	
2024	6 858 725,41	841 710,10	224 894,68	616 815,42	-13 824,87
2025	6 241 909,99	789 723,42	199 761,64	589 961,78	-51 986,68
2026	5 651 948,30	667 819,30	182 953,59	484 865,71	-121 904,12
2027	5 167 082,59	600 545,08	131 579,34	468 965,74	-67 274,22
2028	4 698 116,85	488 361,85	119 337,18	369 024,67	-112 183,23

Les dispositions de l'Article L 1612-4 du Code Général des Collectivités Territoriales constituent un plafond à l'endettement en subordonnant l'équilibre réel d'un budget à ce que l'ensemble des prélèvements sur les recettes de fonctionnement, ajoutés aux recettes propres d'investissement, à l'exclusion des emprunts, couvre le remboursement en capital des annuités d'emprunt à échoir. Cette règle a notamment pour objet d'empêcher qu'une collectivité emprunte pour rembourser ses emprunts.

En plus de plafonds légaux, il est possible de mettre en évidence l'endettement des collectivités. Ils sont obtenus en calculant des ratios de niveau et des ratios de structure.

- Ratio de niveau : il s'agit de valeurs exprimées par abonné.

Encours de la dette au 31-12-2022/ nombre d'abonnés soit pour 2022 : 7 492 641 € / 15 064 abonnés

C'est-à-dire un endettement de 497 € par abonné (l'année dernière ce ratio était égal à 652 €) Pour les communes de 500 à 2 000 habitants ce ratio est supérieur à 600 €. Il est supérieur à 900 € pour les communes dont la population est comprise entre 5 000 et 10 000 habitants.

Annuités de la dette / nombre d'abonnés soit pour 2022 : 871 026 € / 15 064 abonnés

C'est-à-dire une charge de la dette de 58 € par abonné. L'an dernier ce ratio était de 159 €.

- Ratio de structure : il divise des masses financières tirées du budget.

Encours de la dette / épargne brute (l'épargne brute étant la différence entre les recettes réelles de fonctionnement et les dépenses réelles de fonctionnement) soit 7 492 641 € / 2 348 068 €.

Ce ratio s'exprime en nombre d'années. Il correspond à la durée nécessaire à la collectivité pour rembourser sa dette si elle y consacre toute son épargne brute. Pour le syndicat, ce ratio s'établit à environ 3 ans. On considère qu'un ratio inférieur à 8 ans positionne la collectivité en zone verte.

2. Des charges fixes limitées

Les charges de gestion courante, hors intérêts de la dette, sont faibles. En 2023, elles représentent 9,65 % de l'ensemble des dépenses de fonctionnement. Elles regroupent les charges à caractère général et les frais de personnel. L'évolution de ces charges fixes est limitée. La variation du volume des dépenses d'investissement n'a quasiment aucune répercussion sur les charges fixes. Le montant peut être estimé en 2024 à 300 000 €.

Le ratio de rigidité des charges de structure mesure le poids des charges les plus rigides (dépenses de personnel et intérêts de la dette) et difficilement compressibles par rapport aux produits de fonctionnement. Un rapport élevé traduit une disproportion de ces charges et indique une marge de manœuvre limitée. On l'obtient en effectuant :

(Dépenses de personnel + intérêts de la dette) / recettes réelles de fonctionnement.

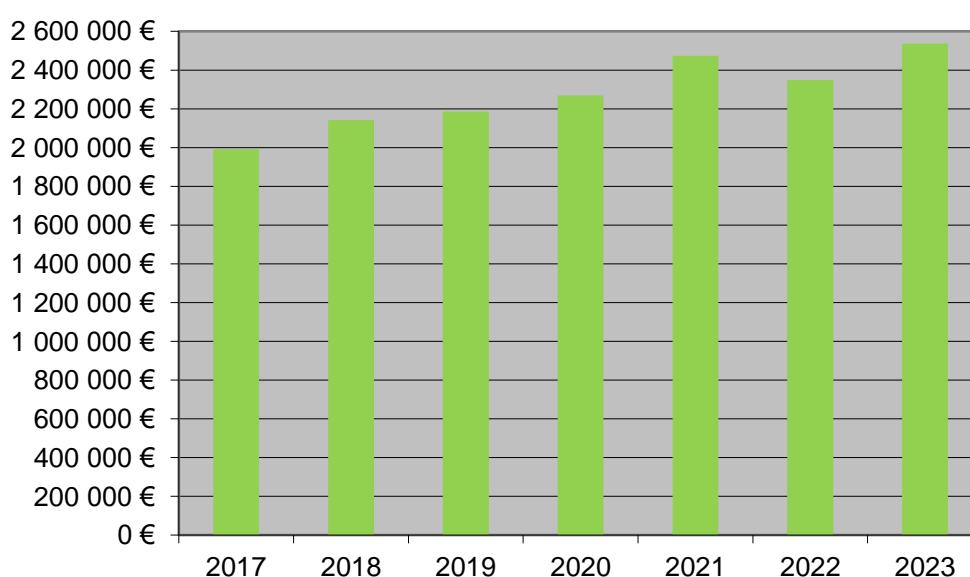
Pour 2022, le ratio s'établit à $(203\,316 + 170\,178) / 2\,790\,267 = 13,4 \%$. L'an dernier il était égal à 8,8 %.

3. Le produit de la redevance assainissement collectif

Le montant de la redevance reversée contractuellement par la SOGEDO le 15 décembre 2023 est de 2 537 076 €. En 2022, ce reversement était égal à 2 347 375,17 €. Le montant de la redevance peut être estimé à 2 400 000 € pour la préparation du budget primitif 2024.

Evolution reversement redevance assainissement

2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	
1 990 868,03	2 142 187,39	2 186 548,43	2 269 427,96	2 472 970,59	2 347 375,17	2 537 076,39	redevance
0,69%	7,60%	2,07%	3,79%	8,97%	-5,08%	8,08%	variation
1 338 252	1 348 075	1 430 861	1 554 936	1 589 120	1 668 244		volume facturé
13 006	13 650	14 126	14 553	14 847	15 062		nbre abonnés
103 m³/ab.	99 m³/ab	101 m³/ab	107 m³/ab	107 m³/ab	111 m³/ab		

Evolution du produit de la redevance assainissement**4. Les subventions en annuités et les recettes diverses**

Les recettes de subventions en annuités versées par le CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA GIRONDE en 2023 s'élèvent à 18 937 €. Pour 2024, les versements attendus sont de 17 035 €. Le versement des subventions en annuités du Département s'arrêtera en 2024.

ASSAINISSEMENT - SUBVENTIONS ANNUITES DU DEPARTEMENT							
Année	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Total des S.A.	53 849.41	46 049.29	46 049.29	18 937.22	18 937.22	17 035.97	0.00

Par délibération n° 2019/43, le conseil syndical a décidé de porter le montant de la Participation au Financement de l'Assainissement Collectif (PFAC) à 1 900 € à partir du 1^{er} janvier 2020. Toutes les constructions neuves ayant l'obligation de se raccorder au réseau d'assainissement collectif, sont désormais assujetties au paiement de cette participation. Pour les bâtiments à usage autre que l'habitation, son montant est fonction de la surface plancher créée. Pour 2024, la prévision de recettes de PFAC s'établit à 250 000 €.

Dans sa séance du 27 octobre 2021, le Conseil d'Administration de l'Agence de l'Eau Adour-Garonne a décidé de ne pas reconduire l'aide à la performance épuratoire. L'année technique 2021, pour laquelle les déclarations ont été renseignées sur le portail national avant le 31 mars 2022, constitue la dernière année de calcul de l'aide. Aussi, l'accompagnement financier de l'Agence sous forme de prime est-il désormais réorienté vers les investissements de nature à améliorer la performance des systèmes d'assainissement.

5. L'autofinancement

L'AutoFinancement net représente la capacité dont dispose la collectivité pour financer, sur ses propres ressources, des opérations d'investissement. Il se définit de la façon suivante :

A.F. net = Recettes Réelles de Fonctionnement – Dépenses Réelles de Fonctionnement – remboursement du capital

L'autofinancement net prévisionnel tel qu'il ressortira dans le budget primitif de 2024 se calcule de la façon suivante :

- R.R.F = redevance + PFAC + subventions annuités = 2 667 000 €
- D.R.F = charges fixes + charges exceptionnelles + intérêts de la dette = 540 000 €
- Remboursement du capital = 617 000 €
- A.F. net prévisionnel = 2 667 000 – 540 000 € - 617 000 € = **1 510 000 €**

Le tableau ci-dessous retrace l'évolution de l'autofinancement net réalisé.

EVOLUTION EXECUTION BUDGETAIRE - ASST

		2017	2018	2019	2020	2021	2022
DEPENSES	Annuités	930 785	944 369	863 096	816 272	846 507	871 026
	Frais généraux	281 852	262 018	235 017	227 873	236 047	270 892
	Total	1 212 637	1 206 387	1 098 113	1 044 145	1 082 554	1 141 918
RECETTES	Redevance	1 990 868	2 142 187	2 186 548	2 269 428	2 472 970	2 347 375
	PRE/PBA/PFAC	200 008	203 203	204 818	288 915	684 022	328 217
	Subv.ann. + autres	285 120	229 181	127 870	245 330	148 392	114 674
	Total	2 475 996	2 574 571	2 519 236	2 803 673	3 305 384	2 790 266
	Autofinancement net	1 263 359	1 368 184	1 421 123	1 759 528	2 222 830	1 648 348

6. Programme d'investissement

Les études relatives à l'extension de la station d'épuration de CAVIGNAC sont réalisées en tenant compte de la déconnexion de SAINT MARIENS effective depuis le mois de mars 2021 et d'une possibilité de raccordement de certains hameaux de la Commune de CEZAC. Les démarches administratives ont été poursuivies en 2023. La dépense est déjà prévue au budget 2023, les travaux devraient être engagés en 2024, après l'obtention d'un arrêté préfectoral.

Concernant les extensions de réseau, des études de faisabilité ont été sollicitées par les communes sur certains secteurs. En raison du coût par branchement trop élevé, aucune ne sera mise en exécution.

Pour rappel, l'AGENCE DE L'EAU ADOUR GARONNE, dans le cadre du XIème programme d'intervention ne finance pas les projets d'extension de réseau hors des zones de revitalisation rurale. Le territoire syndical ne fait donc pas partie des bénéficiaires potentiels.

Concernant le DEPARTEMENT DE LA GIRONDE, le taux de desserte par l'assainissement collectif doit être inférieur à 50 % pour prétendre bénéficier d'environ 15 % d'aides.

Sur le plan réglementaire et administratif, des études relatives aux diagnostics périodiques des systèmes d'assainissement doivent être engagées. Pour 2024, les systèmes concernés sont ceux de PRIGNAC ET MARCAMPES, SAINT ROMAIN LA VIRVEE, VERAC et VILLEGOUGE.

D'autre part, la mise en place d'un diagnostic permanent doit être effectif avant décembre 2024, en application de l'arrêté du 31 juillet 2020 pour les systèmes d'assainissement supérieurs à 2000 EH. Sur le territoire syndical, cette obligation concerne les systèmes de GALGON, LUGON & L'ILE DU CARNEY et CAVIGNAC. Les travaux d'équipement seront donc prévus au budget 2024.

Enfin, faisant suite aux conclusions de l'étude hydraulique relative au fonctionnement de l'écoulement des eaux usées entre la Zone de la Garosse et le Chemin de Labry sur la commune de SAINT ANDRE DE CUBZAC, des travaux de restructuration doivent être engagés. Ils seront réalisés en plusieurs phases selon un découpage technique et géographique. La première partie prévue pour 2024 concerne le renforcement d'un réseau gravitaire sur un linéaire d'environ 1,3 km.

D'autres opérations ponctuelles viendront compléter l'action du Syndicat, à titre d'exemple, le remplacement de certains tronçons d'assainissement préalablement à des opérations d'aménagement de voirie.

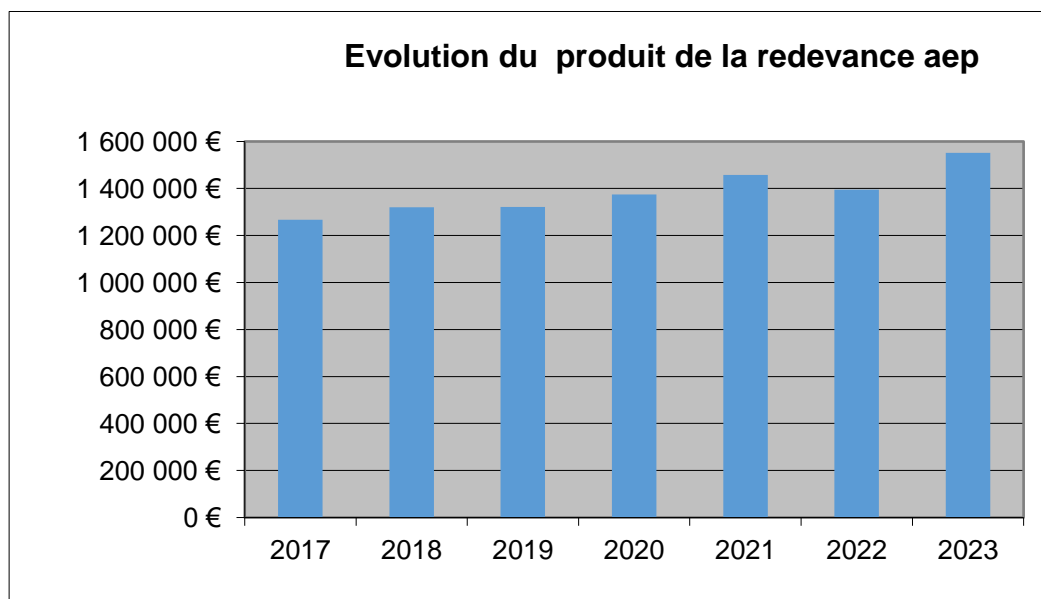
Des études préalables permettant d'orienter les travaux à engager sur les systèmes de traitement de PRIGNAC & MARCAMPES, PERISSAC et GALGON seront lancées.

Comme précisé plus haut, l'autofinancement net prévisionnel pour 2024 s'élève à 1 510 000 €. En l'absence de subventions, le syndicat peut supporter seul ce montant d'investissement, sans modifier les équilibres financiers, toutes choses égales par ailleurs.

1. La redevance de l'eau potable

Le montant du produit de la redevance reversée contractuellement par la SOGEDO le 31 décembre 2023 est de 1 550 998 €. En 2022, ce reversement était égal à 1 395 486,33 €. Pour l'exercice 2024, le montant de la redevance peut être estimé à 1 450 000 €, compte tenu de l'augmentation du tarif depuis le 1^{er} janvier 2023.

2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	
1 267 220,60	1 320 570,33	1 321 574,87	1 373 863,78	1 457 303,22	1 395 486,33	1 550 998,99	redevance
-2,09%	4,21%	0,08%	3,96%	6,07%	-4,24%	11,14%	variation
2 685 994	2 634 147	2 787 364	2 864 429	2 760 410	2 954 921		volume facturé
22 688	23 206	23 799	24 181	24 583	24 905		nbre abonnés
118 m3/ab.	114 m3/ab	117 m3/ab	118 m3/ab	112 m3/ab	119 m3/ab		



2. Les subventions et les loyers sur les châteaux d'eau

Les recettes de subventions en annuités versées par le CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA GIRONDE en 2023 s'élèvent à 3 680 €. Il s'agissait de la dernière année de versement.

EAU POTABLE - SUBVENTIONS ANNUTES DU DEPARTEMENT						
Année	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Total des S.A.	20 632.00	17 186.00	17 186.00	5 326.00	3 680.00	0.00

Les loyers versés par les opérateurs de téléphonie mobile pour l'occupation des châteaux d'eau ont rapporté 45 000 €, en 2023. Ils sont ajustés en utilisant l'indice du coût de la construction. On peut estimer à 45 000 € l'inscription pour 2024.

3. Les charges fixes

Les charges de gestion courante, hors intérêts de la dette, sont faibles. Elles représentent en 2023 environ 11,8 % de l'ensemble des dépenses de fonctionnement. Les frais de personnel sont comptabilisés dans les charges de gestion courante ; l'évolution de ces charges fixes reste limitée. Le montant peut être estimé en 2024 à 198 000 €.

Le ratio de rigidité des charges de structure mesure le poids des charges les plus rigides et difficilement compressibles par rapport aux produits de fonctionnement. Un rapport élevé traduit une disproportion de ces charges et indique une marge de manœuvre limitée. On l'obtient en effectuant :

(Dépenses de personnel + intérêts de la dette) / recettes de fonctionnement.

Pour 2022, le ratio s'établit à $(75\,581 + 103\,271) / 1\,451\,263 = 12,3 \%$. (L'an dernier ce ratio était de 11,7 %).

4. L'emprunt et l'autofinancement net

Le remboursement de l'annuité de la dette sur 2023 sera de l'ordre de 657 100 €. Le capital restant dû au 31 décembre sera égal à 8 444 550 €. En 2023, un prêt de 2 480 000 € a été réalisé auprès de la Banque Postale afin de financer les travaux de renouvellement de canalisations inscrits au budget 2023. Ce prêt a été contracté sur une durée de 25 ans, au taux fixe de 3,91 %. Il va générer une première annuité en 2024. Le remboursement total des annuités (intérêt + capital) est estimé à 796 000 €.

Evolution des annuités d'emprunt							
Eau potable							
2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
546 608,48 €	554 108,12 €	547 072,56 €	542 233,56 €	657 048,00 €	796 000,00 €	740 700,00 €	727 600,00 €
Réalizations				Prévisions			

ETAT DE LA DETTE - EAU POTABLE

Année	Dette en capital au 1er Janvier	Annuités	Intérêts	Amortissements	Variation Annuités (Ex N) - (Ex N-1)
2023	6 453 367,95	657 048,14	168 229,88	488 818,26	
2024	8 444 549,69	795 453,32	286 005,82	509 447,50	138 405,18
2025	7 935 102,19	740 638,98	261 505,79	479 133,19	-54 814,34
2026	7 455 969,00	727 589,01	239 210,93	488 378,08	-13 049,97
2027	6 967 590,92	593 725,63	189 481,66	404 243,97	-133 863,38
2028	6 563 346,95	589 828,35	179 353,19	410 475,16	-3 897,28

- Ratio de niveau : il s'agit de valeurs exprimées par abonné.

Encours de la dette au 31/12/2022 / nombre d'abonnés soit pour 2022 : 6 453 367 € / 24 905 abonnés

soit un endettement de 259 € par abonné (l'an dernier il était de 195 €)

Annuités de la dette / nombre d'abonné soit pour 2022 : 542 233 € / 24 905 abonnés

Soit une charge de la dette de 22 € par abonné (identique à l'année passée).

- Ratio de structure : il divise des masses financières tirées du budget.

Encours de la dette / épargne brute (= différence entre recettes réelles de fonctionnement et dépenses réelles de fonctionnement)

Soit pour 2022 : 6 453 368 € / 1 186 519 €

Ce ratio s'exprime en nombre d'années. Il correspond à la durée nécessaire à la collectivité pour rembourser sa dette si elle y consacre toute son épargne brute. Pour le syndicat, ce ratio s'établit à 5 ans. On considère qu'un ratio inférieur à 8 ans positionne la collectivité en zone verte.

Le total des dépenses réelles de fonctionnement (charges fixes + intérêts de la dette) est prévu pour 2024, à hauteur de 498 000 €. Le total des recettes réelles de fonctionnement est estimé à 1 495 000 €. Elles regroupent la redevance eau potable et les loyers des opérateurs de téléphonie mobile. L'autofinancement brut s'établit, par différence, à 997 000 €. Compte tenu du remboursement du capital s'élevant à 510 000 € en dépenses d'investissement, l'autofinancement net prévisionnel participant à la réalisation du programme d'investissement de 2024 est de **487 000 €**.

Le tableau ci-dessous retrace l'évolution de l'autofinancement net

		2017	2018	2019	2020	2021	2022
DEPENSES	Annuités	532 871 €	525 827 €	546 609 €	554 108 €	547 073 €	542 234 €
	Frais généraux	135 441 €	117 111 €	134 378 €	135 033 €	112 000 €	154 549 €
	Total	668 312 €	642 938 €	680 987 €	689 141 €	659 073 €	696 783 €
RECETTES	Redevance	1 267 221 €	1 320 570 €	1 321 574 €	1 373 863 €	1 454 303 €	1 395 486 €
	Subv.ann. + autres	113 116 €	78 399 €	79 184 €	65 496 €	61 860 €	55 371 €
	Total	1 380 337 €	1 398 969 €	1 400 758 €	1 439 359 €	1 516 163 €	1 450 857 €
	Autofinancement net	712 025 €	756 031 €	719 771 €	750 218 €	857 090 €	754 074 €

5. Les investissements

L'autofinancement net prévisionnel pour 2024 est calculé à hauteur de 487 000 €. Par délibération n° 2021/08, les élus du syndicat ont décidé d'adopter une politique volontariste de renouvellement des canalisations d'eau potable afin de garantir le maintien du patrimoine en bon état. Cette politique se traduit par une hausse significative des investissements à hauteur de 2 500 000 € HT

Pour l'année 2024, l'action du Syndicat s'oriente vers les objectifs suivants :

- LA PRESERVATION DE LA RESSOURCE — CREATION D'UN NOUVEAU FORAGE DE SUBSTITUTION

L'obtention d'un nouvel arrêté d'autorisation de prélèvement en janvier 2023 a permis de débloquent le dossier de substitution de la ressource et d'engager les travaux de création d'un nouveau forage sur le site du réservoir de MARCENAI. Les travaux sont en cours. L'année 2024 sera dédiée à l'avancement administratif du dossier dans le but d'obtenir une autorisation d'exploiter ce forage et d'engager la suite des travaux qui concerneront le doublement de la capacité de l'usine de traitement et des renforcements de canalisations.

- LE RENOUVELLEMENT DES CANALISATIONS

Canalisations anciennes, corrodées

Depuis 2019, l'étude stratégique réalisée par le Cabinet MERLIN a fourni un outil d'aide à la décision dans le choix des tronçons à renouveler. Le modèle mathématique tient compte de critères techniques (pression, nature du sol, trafic routier, nombre de casses antérieures, âge, matériau...) et détermine les tronçons présentant le plus grand risque de casse. L'appui de la SOGEDO est sollicité dans l'identification des tronçons fuyards et dans la décision finale. Un programme pluriannuel a ainsi pu être établi, basé sur une augmentation du linéaire renouvelé annuellement.

En complément de ces éléments, les programmes d'aménagement de voirie prévus par les communes ont été considérés pour permettre d'établir une priorité dans les renouvellements proposés.

Canalisation à présence de CVM

Un plan d'échantillonnage tenant compte de caractéristiques spécifiques, temps de contact, âge des canalisations, a été validé par l'Agence Régionale de Santé. Les analyses sont échelonnées sur 4 ans. Le Syndicat s'est engagé à renouveler les tronçons incriminés identifiés par des dépassements du seuil réglementaire.

- LES EXTENSIONS – RENFORCEMENTS ET DEPLACEMENTS

Certains projets en cours sur le territoire syndical peuvent nécessiter des extensions, des déplacements de réseau ou des renforcements nécessaires à la distribution d'eau potable.

- LES ETUDES ET TRAVAUX SPECIFIQUES

Les conditions climatiques de l'été 2022 ont mis en évidence des problématiques de pression sur certains secteurs du territoire. Des travaux permettant de résoudre ces situations localisées seront étudiés et mis en œuvre.

D'autre part, la gestion des surpressions sera analysée précisément sur la base d'un modèle mathématique. Elle constitue une solution technique à la réduction des pertes en eau.

- LES OUVRAGES

Faisant suite au diagnostic des ouvrages d'eau potable (châteaux d'eau et stations de traitement), un programme de réhabilitation pourra être étudié de façon à envisager des travaux aux budgets 2024 ou 2025.

LA PRESTATION DE SERVICE :

Un nouveau marché à bons de commandes a été signé avec la SOGEDO le 1^{er} janvier 2023. Il concerne l'instruction des permis de construire, les contrôles de conformité dans le cadre du neuf, les contrôles de bon fonctionnement des installations existantes, les contrôles des dispositifs d'assainissement non collectif lors des ventes immobilières, l'assistance juridique et la communication.

Pour 2024, le montant de cette prestation peut être estimé à 210 000 €. Les charges à caractère général et les charges de personnel complètent cette dépense à hauteur de 45 000 €.

Afin de maintenir l'équilibre budgétaire le montant de la redevance sera revu à la hausse, à 25 € en 2024 soit environ 225 000 €. Le coût du diagnostic des installations dans le cadre des ventes immobilières est de 150 € HT et pourrait rapporter 15 000 €. Les avis de conception à 75 € et les contrôles travaux à 75 € également pourraient rapporter 15 000 €.